

Communiqué du 13 février 2019

Lettre ouverte à Emmanuel Macron dans le journal Le Monde

***Les Français réclament une loi de liberté pour leur fin de vie :
écoutez-les !***

***Réunion sur la fin de vie dans le cadre du Grand Débat National,
le jeudi 21 février 2019, à 17 heures, à l'Espace Charenton
(3, rue Théodore-Hamont – Paris 12^e)***

L'Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité publie dans le journal Le Monde (édition du 13 février, datée du 14 février) une lettre ouverte au président de la République, Emmanuel Macron, dans laquelle Jean-Luc Romero-Michel, président de l'ADMD, l'appelle à s'emparer du sujet de la fin de vie, même si les questions de société n'ont pas été intégrées au Grand Débat National.

Depuis la loi du 22 avril 2005 *relative aux droits des malades et à la fin de vie*, la France contraint ses citoyens à un choix cruel entre obstination médicale et sédation, c'est-à-dire l'injection d'un sédatif suivie d'une dénutrition et d'une déshydratation, jusqu'à ce que mort s'en suive. Et les drames en fin de vie, rapportés par la presse et les témoignages de Françaises et de Français, se succèdent dans l'émotion permanente.

Alors que l'Espagne, le Portugal, l'Ecosse et même la très catholique Italie se sont emparés du sujet de l'euthanasie et/ou du suicide assisté, la France reste campée sur une position liberticide (la parole du patient n'est pas respectée) et agonique (la mort survenant en plusieurs jours, sans que l'on puisse affirmer, selon le professeur Régis Aubry, qu'elle ne survient pas dans la souffrance).

Jean-Luc Romero-Michel demande au président de la République d'entendre la voix des 90% des Français qui demandent la légalisation de l'aide active à mourir et de demander au Parlement de légiférer ; une loi d'intérêt général, respectueuse des volontés et des consciences, qui accorde un droit supplémentaire à ceux qui le souhaitent mais aucune obligation aux autres.

Cette loi serait également une belle façon de redorer l'image du pouvoir exécutif, en suivant les traces de celles et ceux (Robert Badinter, Simone Veil...) qui ont libéré notre société et l'ont ouverte à de nouveaux droits... Emmanuel Macron doit y réfléchir.

Un débat sur le sujet de la fin de vie sera organisé par l'ADMD autour de son président, Jean-Luc Romero-Michel, modéré par la journaliste Wendy Bouchard, le jeudi 21 février 2019, à 17 heures, à l'Espace Charenton (3, rue Théodore-Hamont – Paris 12^e). Le président de la République y a été invité...